



Marchés publics
ACTE D'ENGAGEMENT

(MODELE DC8)

OPERATION

Chaufferie automatique au bois, réseau de chaleur et sous-stations

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (article 28)

En cas de candidature groupée, remplir un seul acte d'engagement pour le groupement. Il peut être transmis par voie électronique. L'offre est rédigée en français.

Le candidat remplit un imprimé pour chaque variante ou option.

Cet acte d'engagement correspond:

- ☐ au(x) lot(s) de la procédure de passation du marché ou de l'accord cadre suivants :
- ☐ à tous les lots de la procédure de passation du marché ou de l'accord cadre
- ☐ au marché global/ à l'ensemble de l'accord-cadre (*cas des marchés non allotis*)
- ☐ à l'offre de base ; ☐ à l'option suivante :
- ☐ à la variante suivante :

A - Procédure et forme du marché/de l'accord cadre

DC8

☒ **Marché public**

Marché à procédure adaptée, passé en application d l'article 28 du Code des marchés publics
(Version consolidée du 23 janvier 2010)

☐ **Accord-cadre**

☐ **Marché subséquent à un accord cadre**

*Indiquer la ou les référence(s) des articles et alinéas du code des marchés publics dont il est fait application
Pour un accord cadre, indiquer sa durée*

Reprendre le contenu de la mention relative à l'identité de l'acheteur figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence.
Indiquer : adresse, téléphone, télécopieur, courriel, le cas échéant, le service en charge de l'exécution du marché

Nom ou raison sociale de l'acheteur : Commune de FRESSE		Personne responsable du marché : M. Patrice LOMBARD – Maire de FRESSE	
Adresse : Grande rue		Code postal : 70270	
Ville : FRESSE		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 03.84.63.32.58		Poste :	
Télécopieur : 03.84.63.32.58	Adresse de courrier électronique (courriel) : mairie.fresse@orange.fr		Adresse internet (U.R.L.) : DCE téléchargeable : http://www.sied70.fr/appeloffre.asp

■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché/de l'accord-cadre :

Monsieur Patrice LOMBARD – Maire

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics :

Indiquer nom, adresse, téléphone, télécopie, courriel

Madame Céline CHAPELLE - SIED 70 - 20, avenue des rives du lac – 70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE

tél : 03-84-77-00-04 – fax : 03-84-77-00-01 – mail : c.chapelle@sied70.fr

■ Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire (joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables):

Monsieur le Trésorier Principal – 3 place de la Gare – 70270 MELISEY

■ Imputation budgétaire : **chapitre 23**

C - Délai de paiement

DC8

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de **35 jours**.

Il ne peut être supérieur à 45 jours, sauf pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées, pour lesquels il est fixé à 50 jours maximum. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenter de deux points.

D - Engagement du candidat

DC8

D1. Nom, prénom et qualité du signataire :

- ☐ agissant pour mon propre compte.
- ☐ agissant pour le compte de la société - Indiquer le nom, l'adresse :
- ☐ agissant pour le compte de la personne publique candidate - Indiquer le nom, l'adresse :

OU, s'il s'agit d'un groupement

- ☐ agissant en tant que membre du groupement
- ☐ groupement solidaire ☐ groupement conjoint

identifier chacun des membres du groupement en indiquant le nom, l'adresse :
Indiquer le nom et l'adresse du mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement
et coordonner les prestations

OU

☐ agissant en tant que mandataire habilité à signer l'offre du groupement par l'ensemble de ses membres ayant signé le document d'habilitation en date du.....

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

☐ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

D2. Engagement du candidat

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs du marché/de l'accord cadre),

☐ Je m'engage, sur la base de mon offre

☐ J'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de l'offre du groupement

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

(cocher la case correspondante)

et conformément aux documents susmentionnés, à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessous¹:

Cette offre, exprimée en euros, porte sur le ou les lots suivants : - Cette partie est à renseigner pour chacun des lots

■ Objet du marché :

Reprendre le contenu de la mention relative à l'objet du marché qui figure dans l'avis d'appel public à la concurrence

Dans le cadre de l'Opération « Chaufferie automatique au bois, réseau de chaleur et sous-stations » de FRESSE la commune, maître d'ouvrage, lance une consultation afin d'obtenir des offres techniques et financières pour conclure, après négociations éventuelles, des marchés pour la construction et l'équipement d'une chaufferie automatique au bois, l'installation d'un réseau de chaleur eau chaude ainsi que de l'équipement de sous-stations.

■ Montant de l'offre pour le lot n°....., portant sur :(désignation)

Montant hors TVA ²

Taux de la TVA ³

Montant TTC ³

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

.....
.....

■ Montant de l'offre pour le lot n°....., portant sur :(désignation)

Montant hors TVA ²

Taux de la TVA ³

Montant TTC ³

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

.....
.....

¹ Si les prix doivent prendre la forme d'une liste, créer une annexe financière

■ Montant de l'offre pour le lot n°....., portant sur :(désignation)

Montant hors TVA ²

Taux de la TVA ³

Montant TTC ³

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

.....

.....

■ Montant de l'offre pour le lot n°....., portant sur :(désignation)

Montant hors TVA ²

Taux de la TVA ³

Montant TTC ³

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

.....

.....

D3. Compte (s) à créditer - Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal

Numéro :

Banque :

Centre de chèques postaux de :

D4. Avance:

Je renonce au bénéfice de l'avance

☐

Oui

☐

Non

Le bénéficiaire de l'avance est informé que la collectivité territoriale : (articles 89 et 90 du code des marchés publics)

☐

Demande (obligatoire si l'avance est supérieure à 30%)

☐

Ne demande pas

la constitution d'une garantie à première demande pour tout ou partie du remboursement de l'avance.

D5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est de **5 mois** à compter de :

☒

la date de notification du marché

La date prévisionnelle de commencement des travaux est fixée au **1^{er} septembre 2010** (notification et ordre de service)

La date prévisionnelle de fin des travaux est fixée au **1^{er} février 2011**

Le planning de déroulement de l'opération sera mis au point lors d'une réunion de coordination en début de chantier.

D6. Durée de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour la durée de validité des offres indiquée au règlement de la consultation ou dans l'avis d'appel public à la concurrence.

D7. Origine et part des fournitures :

Marchés de fournitures : article 159 du code des marchés publics :

- ☐ Pays de l'Union européenne, France comprise :%.
- ☐ Pays membre de l'Organisation mondiale du commerce signataire de l'accord sur les marchés publics (Union européenne exclue) :%.
- ☐ Autre :%.

A , le

Le (ou les) candidat(s) :
(représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)

E - Décision de l'acheteur

DC8

La présente offre est acceptée :

- ☐ en ce qui concerne la totalité du marché global ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots
- ☐ en ce qui concerne les lots ci-après seulement :
(indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)

pour un montant total de : (HT)

Le présent acte d'engagement est constitué de :

Indiquer, parmi les annexe(s) énumérée(s) ci-après, celles qui constituent le présent acte d'engagement

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants
- Déclaration du candidat
- ANNEXE n° ... : demandes de précisions ou compléments sur la teneur des offres
- ANNEXE n° ... : mise au point du marché
- Annexe relative à la présentation d'un sous-traitant
- Autres : préciser :

ou DC4

ou DC5

ou DC11

ou DC12

ou DC13

...

Oui	Non

Pour l'Etat et ses établissements :

visa ou avis

de l'autorité chargée du contrôle financier

A : , le

Signature (l'acheteur)

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A, le

Signature du titulaire

■ En cas d'envoi en LR AR :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

¹ Date et signature originales.

² A remplir par l'acheteur (personne compétente pour signer le marché) en original sur une photocopie.

(Conformément à l'article 106 du code des marchés publics, il est possible d'utiliser soit une copie de l'original du marché, soit le certificat de cessibilité conforme au modèle figurant en annexe à l'arrêté du 28 août 2006)

■ **Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché global dont le montant est de : (indiquer le montant en chiffres et en lettres)

.....

2 ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

4 ☐ La partie des prestations est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

et devant être exécutée paren qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise ☐ sous-traitant

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire (si plusieurs comptables assignataires sont prévus, l'acheteur fournit autant de certificats de cessibilité qu'il y a de comptables en précisant sur chaque document le nom du comptable auquel il doit être remis. Chaque document ne mentionne que la part de la créance totale que le comptable auquel il est transmis est appelé à mettre en paiement (article 106 du code des marchés publics) :

A , le

2

Signature

■ **Modification(s) ultérieure(s) au contrat de sous-traitance** (A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée/portée à (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettres) :

.....

.....

Montant initial :

Ou - Ramené à :
- Porté à :

A , le

Signature

Date de la dernière mise à jour : 05 04 2007

¹ A remplir par l'acheteur (personne compétente pour signer le marché) en original sur une photocopie.

² Date et signature originales

- **Textes de référence**

Le code des marchés publics, notamment ses articles [10](#), [11](#), [12](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [89](#), [90](#), [96](#), [106](#), et [159](#)

[Arrêté du 28 août 2006](#) relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

[Arrêté du 28 août 2006](#), pris en application du I de l'article 48 et de l'article 56 du code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés

- **À quoi sert le DC8 ?**

Le DC8 est un modèle d'acte d'engagement. Il est la principale pièce contractuelle du futur marché. Il permet de n'omettre aucune des mentions nécessaires à la conclusion du marché.

Ce document peut être utilisé par les candidats aux marchés publics pour présenter leur offre ([article 11](#) du code des marchés publics). Sa signature par un candidat vaut adhésion aux clauses de l'acheteur.

Lorsque le candidat est retenu, le représentant de l'acheteur signe l'acte d'engagement qui vaut acceptation de l'offre et conclusion du marché.

- **Comment remplir le DC8 ?**

Le candidat présente son offre rédigée en français conformément aux dispositions de la loi n° 94-655 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

1. Parties à remplir par l'acheteur : A, B, C, E, F

Procédure et forme du marché / Identification de l'acheteur (rubriques A et B)

L'acheteur insère l'acte d'engagement renseigné pour les parties qui le concerne dans le dossier de consultation des entreprises. Dans le cas contraire, le candidat complète les rubriques susvisées au regard des éléments figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. En l'absence d'avis d'appel public à la concurrence, il y portera les éléments que l'acheteur lui aura communiqués.

Avance (rubrique D4) (spécifique aux collectivités territoriales)

Les collectivités territoriales peuvent, conformément à [l'article 89](#), demander la constitution d'une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, une caution personnelle et solidaire pour tout ou partie du remboursement d'une avance forfaitaire. C'est pourquoi, à la rubrique D4, l'acheteur, s'il est une collectivité territoriale, précise si, pour le marché en question, il a fait une telle demande de garantie.

Durée de validité de l'offre (rubrique D6)

La durée de validité de l'offre peut être prorogée, après accord écrit de tous les candidats portant sur la même durée de prorogation.

Décision de l'acheteur (rubrique E)

L'acheteur signe l'acte d'engagement du candidat retenu. Sa signature vaut acceptation de l'offre.

Notification du marché au titulaire (rubrique F)

L'acheteur conserve l'original de l'acte d'engagement qu'il a signé et effectue des copies. Il remet une copie, valant notification, au candidat retenu.

Cette remise peut être opérée :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans le cadre prévu à cet effet l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.
- Soit contre récépissé, le titulaire signera la case correspondante.

Nantissement ou cession de créances (rubrique G)

* Conformément à [l'article 106](#), il est possible d'utiliser, soit une copie de l'original du marché, soit le certificat de cessibilité conforme au modèle figurant en annexe à [l'arrêté du 28 août 2006](#) relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

L'acheteur utilise une ou des copies(s) de l'acte d'engagement dont il remplit et signe la rubrique G. Ces copies comporteront donc des mentions originales.

- S'il n'y a pas de sous-traitant, l'acheteur coche sur la copie la case 1 s'il existe un seul attributaire, ou la case 2 si l'entreprise est titulaire de la totalité du bon de commande afférent au marché.

- S'il y a des sous-traitants, l'acheteur prévoit une copie de l'acte d'engagement pour le titulaire et un nombre de copie égal au nombre de sous-traitants. Sur la copie destinée au titulaire, il coche la case 3 et indique le montant de la partie des prestations qu'il est autorisé à céder ou à nantir. Sur les autres copies destinées aux sous-traitants, il coche la case 4 et indique, sur chacune d'entre elles, le montant des prestations exécutées par chacun des sous-traitants.

* Chaque copie est, pour son destinataire, " l'exemplaire unique " prévu à [l'article 106](#) du code des marchés publics.

* Cet exemplaire unique est remis en cas de cession ou de nantissement de créances en garantie d'un crédit, consenti conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises, ou de cession ou nantissement de créances de droit commun. L'exemplaire unique prouve au bénéficiaire que l'entreprise a, soit la qualité de titulaire d'un marché, soit la qualité de sous-traitant bénéficiaire du paiement direct.

* L'exemplaire unique ne peut être remis qu'à un seul créancier, auquel le comptable paiera les sommes qui sont dues au titre du marché.

L'acheteur ne doit pas délivrer de duplicata de l'exemplaire unique, faute de quoi il s'exposerait à devoir payer des dommages et intérêts au bénéficiaire chaque fois que la double délivrance de l'exemplaire unique aurait fait obstacle à un remboursement normal du crédit accordé au titulaire.

* Le titulaire, qui n'a pas d'abord envisagé de sous-traitance, peut ensuite vouloir sous-traiter une partie du son marché.

- Si le marché n'a été ni cédé ni nanti, le titulaire est en mesure de rendre à l'acheteur l'exemplaire unique pour diminution du montant du marché qu'il exécute personnellement. L'acheteur peut alors signer le cadre G2, intitulé " La part du marché que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée à ... " et établir un ou des exemplaires uniques pour le ou les nouveaux sous-traitants.

- Au contraire, si le marché a été cédé ou nanti, l'exemplaire unique ne peut être rendu. La sous-traitance n'est alors possible que si une attestation de l'établissement de crédit établit que la créance cédée ou nantie est d'un montant tel qu'elle ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Un sous-traitant peut être accepté :

- si le marché n'a pas été cédé ou nanti ;
- si la cession ou le nantissement est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- si le montant du marché figurant sur l'exemplaire unique du titulaire a été réduit à cet effet.

L'acheteur s'assure ainsi que les mêmes sommes ne peuvent être revendiquées à la fois par un sous-traitant et par un établissement de crédit ou le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

2. Parties à remplir par le candidat : D1 à D7

Engagement du candidat (rubrique D)

En cas de candidature groupée, un seul DC8 est rempli.

- Le DC8 doit comprendre la répartition détaillée et le montant correspondant des prestations de chacun des membres.

- En l'absence d'habilitation expresse du mandataire, chaque membre du groupement doit signer l'acte d'engagement.

Présentation de l'offre (rubrique D2 b)

Dans le cas d'un marché alloti, il est possible de présenter un seul acte d'engagement pour plusieurs lots. Il convient alors de remplir la rubrique D2 b) autant de fois que nécessaire en la reproduisant.

Marchés de fournitures : article 159 du code des marchés publics (rubrique D7)

[L'article 159](#) du code des marchés publics prévoit des modalités particulières d'appréciation des offres lorsque celles-ci, présentées dans le cadre de la passation d'un marché de fournitures, contiennent des produits originaires de pays tiers, avec lesquels la Communauté européenne n'a conclu aucun accord dans un cadre multilatéral ou bilatéral, assurant un accès effectif des entreprises de la Communauté européenne aux marchés de ces pays.

Signature

L'offre est signée par le candidat lui-même ou son représentant dûment habilité, faute de quoi elle est irrecevable.

- **Où envoyer le DC8 ?**

Le DC8 est un imprimé-navette.

Dans un premier temps, l'acheteur intègre le DC8 dans le dossier de consultation transmis aux candidats. Dans un deuxième temps, chacun des candidats complète son DC8, le signe et l'envoie à l'acheteur accompagné des pièces justificatives nécessaires. Après le choix de l'offre, l'acheteur signe l'acte d'engagement du candidat retenu et le lui notifie. Enfin, l'acheteur établit le ou les exemplaires uniques nécessaires. Ces transmissions peuvent être opérées par voie électronique. Dans ce cas, le DC8 est signé électroniquement dans les conditions prévues, d'une part, par le code des marchés publics et par [l'arrêté du 28 août 2006](#), pris en application du I de l'article 48 et de l'article 56 du code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, et, d'autre part, par le règlement de la consultation. L'exemplaire unique est délivré sous forme papier.

En principe, pour signer électroniquement, un certificat de signature électronique et un logiciel de signature sont nécessaires. Toutefois, l'intéressé n'a pas besoin de disposer d'un logiciel de signature s'il utilise un portail offrant cette fonctionnalité.

1°) L'entreprise choisit librement une catégorie de certificats de signature électronique référencée, qui est commercialisée par des sociétés spécialisées appelées " *prestataires de services de certification électronique* ". La liste des catégories de certificats de signature électronique référencées est publiée sur le site Internet du ministre chargé de la réforme de l'État à l'adresse suivante : « <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/> ». Cette liste est évolutive. Elle est en effet actualisée au fur et à mesure des référencements effectué par le ministre chargé de la réforme de l'État. Toutes les catégories de certificats de signature électronique référencées sont acceptées par tous les pouvoirs adjudicateurs (État, collectivités territoriales, établissements publics).

2°) L'entreprise fait parallèlement l'acquisition, en tant que de besoin, d'un logiciel de signature. Le logiciel de signature peut être intégré au document (*Adobe Acrobat Writer* version 6, *MS Office* depuis la version 2000-2002, *OpenOffice* depuis la version 2) ou bien peut être distinct du document, certains sont libres (*Cryptonit*, *Adesium*).

La signature se fait sur le poste de travail. Mis à part pour la signature par plate-forme, il n'y a pas besoin d'être connecté. Une fois le fichier signé, l'utilisateur peut le transférer sur le support externe de son choix (clé USB, CD-Rom, DVD...).